



l'observatoire

La porte du Nord

Au Québec, le Nord, le vrai, nous passe juste au-dessus de la tête : il débute au 50° parallèle, un peu au nord de Matagami. L'Abitibi-Témiscamingue en est donc exclue, elle qui s'étire du 46° au 49° parallèle nord, et qui s'allonge du 75° au 79° méridien ouest.

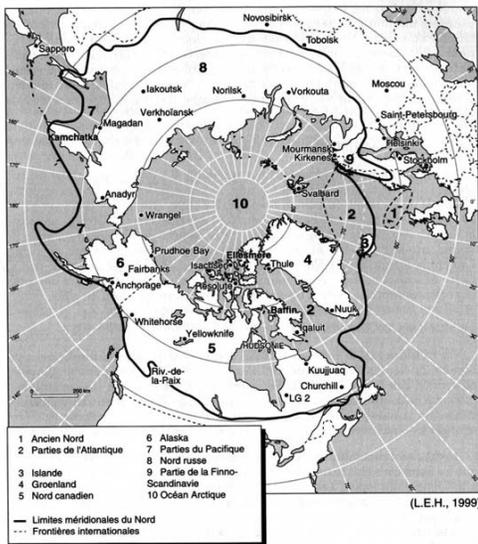
Bien sûr, le nord « administratif » commence au 49° parallèle, avec la région du Nord-du-Québec. Toutefois les géographes, suivant les travaux de Louis-Edmond Hamelin, s'entendent pour dire que le Nord absolu, lui, commence aux environs du 50° parallèle.

L'Abitibi-Témiscamingue ne fait donc pas partie du Nord tel que géographiquement circonscrit. Toutefois, elle est bel et bien considérée comme une région nordique. Les adjectifs *nordiques* et *nordicité* ne sont pas réservés au seul Nord, mais font « référence à l'état perçu, réel, vécu et même inventé de cette zone froide qui est sise à l'intérieur de l'hémisphère boréal »¹. On peut donc les utiliser pour se décrire, et même pour décrire des contrées encore plus au sud.

Quand le Nord descend au Sud

Dans le monde, chaque année, plus d'un milliard d'individus voient tomber la neige. Il existe donc une multitude de définitions du Nord, l'une référant au climat, l'autre à la végétation, etc. C'est en Sibérie et dans les provinces maritimes que le Nord descend le plus au sud. Au Québec, le Nord descend sous la barre du 50° parallèle vis-à-vis la Côte-Nord et le Saguenay-Lac-St-Jean, pour ensuite grimper au 50° parallèle vis-à-vis chez-nous : l'Abitibi-Témiscamingue pourrait aisément revendiquer l'appellation de *porte du Nord*. Dans le jargon géographique, on situe la région dans un espace nommé le Pré Nord.

Figure 1 Le monde circumnordique et ses principaux blocs politiques



Le climat régional est de type continental tempéré froid. On le qualifie aussi de climat de transition puisqu'il se situe entre le climat plus froid du Nord et celui, plus chaud, des basses-terres du Saint-Laurent. Variabilité et instabilité sont au rendez-vous. Le Témiscamingue profite d'une température moyenne supérieure de 2,1° C à celle de l'Abitibi. Cet écart est supérieur à celui qui le sépare de la ville de Québec, soit 1,5° C en moyenne.

Le climat régional est de type continental tempéré froid. On le qualifie aussi de climat de transition puisqu'il se situe entre le climat plus froid du Nord et celui, plus chaud, des basses-terres du Saint-Laurent. Variabilité et instabilité sont au rendez-vous. Le Témiscamingue profite d'une température moyenne supérieure de 2,1° C à celle de l'Abitibi. Cet écart est supérieur à celui qui le sépare de la ville de Québec, soit 1,5° C en moyenne.

Ce mois-ci il est question :
de nordicité, de tertiarisation, d'emploi et de chômage, d'effectifs universitaires et de fécondité.
Notez bien les changements en cours et à venir au sujet des agentes de recherche de l'Observatoire ...

Vrai ou faux ?

Rouyn-Noranda est située au sud de :

- a) Rimouski
- b) Chicoutimi
- c) Gaspé
- d) Trois-Rivières
- e) Moscou
- f) Paris
- g) Berlin
- h) Londres

Λ (h) Λ (g) Λ (f) Λ (e)
Λ (d) Λ (c) Λ (b) Λ (a)

Réponses :

...

Saviez-vous que... Rouyn-Noranda et Val-d'Or sont situées en-deçà des frontières sud des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ?

...

1. Hamelin, Louis-Edmond, « Le Nord et l'hiver dans l'hémisphère boréal », *Cahiers de Géographie du Québec*, avril 2000, p. 8.
Autre source : *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, sous la direction d'Odette Vincent, 1995.

La tertiarisation de l'économie

La production et la consommation de services prend de plus en plus de place au sein de l'économie régionale. Cette tendance à la tertiarisation se vérifie notamment au chapitre de l'emploi. C'est ainsi que la part de l'emploi dans le secteur tertiaire, soit celui des services, est passée de 65 % en 1990 à 71 % en 2000, représentant plus de sept emplois sur dix en région. Cette progression s'est effectuée aux dépens des deux autres secteurs d'emploi, le primaire (17 % à 13 %) et le secondaire (18 % à 16 %).

Les emplois dans le secteur tertiaire se répartissent comme suit : 14 % pour le tertiaire moteur, 53 % pour le tertiaire traditionnel et 32 % pour le tertiaire non-commercial. Au cours des dix dernières années, le nombre d'emplois a augmenté au sein de ces trois catégories de services, la plus forte augmentation allant au secteur traditionnel (31 %). Le tertiaire non-commercial suit avec 22 %.

Plus spécifiquement, le secteur traditionnel compte le plus grand nombre d'emplois en Abitibi-Témiscamingue, soit 26 000 en 2000, ce qui représente près de quatre emplois sur dix. Au cours de la dernière décennie, le nombre d'emplois dans ce secteur n'a jamais été aussi élevé qu'en 2000. Le secteur tertiaire non-commercial suit avec 15 800 emplois, soit près du quart des emplois. Le nombre d'emplois de ce secteur plafonne depuis 1998. Enfin, le tertiaire moteur complète la série avec 7 000 emplois, ce qui représente un emploi sur dix parmi l'ensemble des emplois de la région. Depuis 1995, date où ce secteur a atteint près de 9 500 emplois, on note que le nombre d'emplois y est à la baisse.

L'un des impacts les plus importants de la tertiarisation de l'économie est sans doute la précarisation de l'emploi. L'emploi à temps partiel, par exemple, a connu une hausse de 23 % en dix ans. En 2000, le secteur tertiaire accaparait 89 % de tous les emplois à temps partiel disponibles dans la région. L'impact de la précarisation est d'autant plus important qu'il se répercute sur le portefeuille des travailleurs et par le fait même sur l'activité économique en général.

Le *tertiaire moteur* est un secteur économique à forte valeur ajoutée. Il regroupe les télécommunications, l'énergie, les intermédiaires financiers (services bancaires, crédit, courtiers, etc.) et les services aux entreprises.

Le *tertiaire traditionnel* englobe principalement le commerce, le transport, les services personnels et la restauration. Ces entreprises évoluent surtout dans des marchés locaux et où la valeur ajoutée est plus faible.

Le *tertiaire non-commercial* inclut l'enseignement, la santé, les services sociaux et l'administration publique.

Le progrès technologique est un facteur important de la tertiarisation de l'économie, cette dernière s'appuyant de plus en plus sur l'informatique et les télécommunications. Par ailleurs, le niveau de vie de plus en plus élevé des consommateurs a apporté des changements importants dans la demande de produits et de services envers les entreprises privées et les institutions publiques (éducation et santé), d'où une augmentation de l'offre par le secteur tertiaire.

Sources : Ministère de l'Industrie et du Commerce. *La tertiarisation de l'économie du Québec*, 1995. Blanchette, Luc. *Bilan annuel 2000*, CRHC-Abitibi-Témiscamingue, 2001.

Nombre d'emplois selon les secteurs d'activité,
Abitibi-Témiscamingue, 1990 et 2000

	1990	2000
	Nombre	Nombre
Ensemble des industries	60 800	68 500
Secteur primaire	10 400	8 800
Secteur secondaire	10 800	10 900
Secteur tertiaire	39 600	48 800
Moteur	6 900	7 000
Communication et énergie	1 000	2 200
Finance et assurances	2 300	1 900
Services aux entreprises	3 600	2 900
Traditionnel	19 800	26 000
Commerce	10 000	13 000
Transport et entreposage	2 700	5 800
Hébergement et restauration	4 600	4 200
Autres services	2 500	3 000
Non-commercial	12 900	15 800
Éducation, santé et services sociaux	9 300	12 500
Administrations publiques	3 600	3 300

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada selon la moyenne annuelle. Ces données ont été ajustées et corrigées selon les informations de base grand groupe de l'EPA.

Entre l'ombre et la lumière

Les hauts et les bas du marché du travail

Au début des années 1990, en pleine crise économique, le bassin d'emplois en région a fléchi de 1 600, pour se chiffrer à 59 200 emplois. En 1994, des signes de reprise s'amorcent et se poursuivent jusqu'en 1997 (65 600 emplois).

L'année 1998 s'avéra plus difficile : 2 100 personnes de plus viennent gonfler les rangs des chômeurs. L'année suivante, le marché du travail reprend de la force, affichant 65 900 emplois au total, soit le plus haut sommet des années 90.

La nouvelle décennie poursuit cette lancée, terminant avec 68 500 emplois et 1 100 chômeurs de moins en 2000.

Enfin, les effets d'un ralentissement économique signalé à la fin de l'année 2000 se font sentir : de récentes données montrent une diminution importante du nombre d'emplois et un taux de chômage à la hausse.

Que dire du chômage ? Beaucoup de choses ! De prime abord, l'Abitibi-Témiscamingue a enregistré des taux de chômage élevés pendant la majorité des années 1990. Ces taux se sont résorbés quelque peu à mi-parcours (1995-1996) pour reprendre de l'importance jusqu'à tout récemment.

Une détérioration de la conjoncture économique et un changement à la hausse dans le poids de la population active (retour des femmes et insertion des jeunes sur le marché du travail) peuvent être des facteurs qui conditionnent une augmentation du taux de chômage

Généralement, une période de ralentissement économique entraîne des taux de chômage élevés. Les années 1990 à 1993 ainsi que 1998 ont été marquées par un tel ralentissement. Une croissance de l'emploi insuffisante pour combler les besoins des personnes actives ou en recherche d'emploi peut occasionner une augmentation importante du nombre de chômeurs. Par exemple, en 1997, la progression de 0,5 % de l'emploi combinée à celle de 4 % de la population active a fait grimper le taux de chômage de 11 % en 1996 à 14 % en 1997.

Est-il possible qu'une hausse du taux de chômage soit de bon augure ? Oui, et c'est notamment le cas lorsqu'une période continue de création d'emplois stimule la recherche d'emploi. En d'autres mots, un contexte économique favorable peut encourager plusieurs personnes qui ne faisaient plus partie de la population active à se chercher un emploi. On peut ainsi assister à une augmentation du bassin de chômeurs lorsque les personnes en quête d'un emploi sont plus nombreuses que les emplois disponibles ou créés. En région, les années 1988-1989 ont été teintées par cette conjoncture économique.

La création d'emplois à temps complet et à temps partiel peut être un facteur qui conditionne une diminution du taux de chômage

Généralement, les taux de chômage se trouvent à la baisse lorsque le nombre d'emplois disponibles ou créés augmentent plus rapidement que la population active. Tel a été le cas dans la région en 1994, 1995, 1999 et 2000. La croissance de la population active était de 2 % en 2000, ce qui représentait 1 400 nouveaux demandeurs d'emplois. Quant à elle, la croissance de l'emploi de 4 % (ou 2 600 nouveaux emplois) venait combler de nombreux besoins représentant 1 100 chômeurs de moins que l'année précédente.

Est-il possible qu'une diminution du taux de chômage ne soit pas bon signe ? Il peut arriver que le taux de chômage régresse lors d'une conjoncture économique plus difficile. Pourquoi ? Tout simplement parce que les perspectives d'emploi peu reluisantes du marché du travail découragent de nombreuses personnes à poursuivre leur recherche d'emploi. Elles se retirent donc de la population active. Tel a été le cas en région en 1996.

Population active

Tous les membres de la population âgés de 15 ans et plus qui détiennent un emploi ou qui sont en chômage.

Population en chômage

Toutes les personnes de 15 ans et plus qui sont sans travail et qui recherchent activement un emploi peu importe leurs sources de revenu (assistance-emploi, assurance-emploi, etc.).

Indicateurs du marché du travail, Abitibi-Témiscamingue, 1990-2000

	Population		
	Active	Emploi	Chômage
1990	70 100	60 800	9 300
1991	70 100	60 300	9 700
1992	69 000	59 600	9 500
1993	68 800	59 200	9 600
1994	70 400	61 200	9 100
1995	73 700	65 200	8 500
1996	73 000	65 300	8 000
1997	76 500	65 600	11 000
1998	74 600	63 500	11 200
1999	76 200	65 900	10 200
2000	77 600	68 500	9 100

Source : Enquête sur la population active, 2000.

La somme des composantes peut ne pas évaluer le total en raison des arrondissements.

La relève universitaire

Les étudiants ne se ruèrent pas aux portes des universités régionales dans les prochains quinze ans. En région, l'effectif scolaire de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), qui était en croissance jusqu'à cette année, vient d'amorcer sa baisse. Celle-ci se poursuivra graduellement au moins jusqu'en 2014, date à laquelle l'UQAT aura perdu plus de 11 % de sa clientèle comparativement à 1999. Il ne faut pas chercher bien loin pour expliquer cette tendance. Elle est calquée sur le scénario de projection démographique de l'Institut de la statistique du Québec.

L'Université du Québec à Rimouski devrait se voir réserver sensiblement le même sort que celle de l'Abitibi-Témiscamingue (-11 %). Seule l'Université du Québec à Chicoutimi prévoit une baisse de l'effectif plus prononcée d'ici 2014 : -18 %. En comparaison, l'UQAM et l'Université de Montréal prévoient des hausses respectives de 1 % et 4 %. La population étudiante de l'ensemble des universités du Québec sera plutôt stable, enregistrant une légère baisse de 0,4 % entre 1999-2014.

Prévisions de l'effectif étudiant des universités régionales jusqu'en 2014

	1999-00 / 2000-01	2001-02 / 2002-03	2003-04 / 2004-05	2005-06 / 2006-07	2007-08 / 2008-09	2009-10 / 2010-11	2011-12 / 2012-13	2013-14 / 2014-15	Variation 2014/1999
UQAT	1 160	1 137	1 132	1 101	1 074	1 061	1 056	1 050	-11,4 %
UQAC	3 986	3 968	3 886	3 725	3 559	3 451	3 396	3 332	-17,7 %
UQAR	2 600	2 650	2 593	2 490	2 392	2 340	2 312	2 272	-11,3 %
UQTR	6 563	6 657	6 585	6 379	6 193	6 137	6 193	6 215	-5,0 %
UQAH	2 735	2 785	2 803	2 801	2 801	2 843	2 914	2 960	9,4 %

Note : chaque cellule contient le nombre moyen d'étudiants par année pour une période de deux années.

Source : Ministère de l'Éducation du Québec, *Bulletin statistique de l'éducation*, juillet 2001.

www.meq.gouv.qc.ca/stat/Bulletin/index.htm

De la théorie ... à la pratique



À l'Observatoire, on ne parle pas de démographie uniquement en théorie : les deux agentes de recherche, Mariella Collini et Julie Thibeault, vont chacune faire augmenter d'une âme la population régionale en 2002.

Dès ce mois-ci, Lili Germain, agente de développement au Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT), se joindra à Mariella pour combler l'absence de Julie. Mariella demeurera en poste quelques semaines de plus, puis Lili tiendra seule la barre de l'Observatoire jusqu'à l'automne. Elle est une habituée des données statistiques et de la production de portraits puisqu'elle a rédigé le *Plan stratégique de développement* du CRDAT.

Indice synthétique de fécondité,
(nombre d'enfant(s) par femme)
Abitibi-Témiscamingue et Québec,
1981-1998

Années	Région	Québec
1981	2,0	1,6
1986	1,6	1,4
1987	1,6	1,4
1988	1,7	1,4
1989	1,8	1,5
1990	1,9	1,6
1991	1,9	1,7
1992	1,9	1,7
1993	1,9	1,6
1994	1,8	1,6
1995	1,8	1,6
1996	1,8	1,6
1997	1,7	1,5
1998	1,6	1,5

Source : Institut de la statistique du Québec, 2000.

Sorti des presses



Ministère des Transports. *Situation budgétaire ministérielle, Réseau ferroviaire, Transport lourd - Volet sécurité, Évolution et perspectives socio-économiques*, 2001.

Vélo Québec. *L'état du vélo au Québec en 2000*, 2001.

Consultants forestiers DGR Inc. *Impacts socio-économiques découlant de la mise en place de la stratégie québécoise sur les aires protégées dans les régions d'A-T et du Nord-du-Québec*, 2001.

Association des prospecteurs du Québec. *Annuaire de l'exploration minière et Filons vers le futur. Recueil de conférences*, 2001

Ministère des Ressources naturelles. *Mécanisme d'intégration des aires protégées à la gestion du territoire*, 2001, et *Impacts économiques découlant d'un arrêt de l'exploitation forestière sur le territoire de la CBJNQ*, 1999, et *Portrait territorial, région 08, Abitibi-Témiscamingue*, 2001, et *Plan régional de développement du territoire public*, 2001.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. *Rapport d'enquête sur les services de protection de la jeunesse en Abitibi-Témiscamingue*, 2001.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. *Recueil statistique sur la pauvreté et l'évolution de la clientèle prestataire de l'assistance-emploi dans la région de l'A-T*, 2001

Institut de la statistique du Québec. *Rapport d'enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde éducatifs*, 2001.

Ces documents sont disponibles pour consultation à l'Observatoire.

Agentes de recherche :
Mariella Collini et Julie Thibeault

Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca
Lili Germain : lili.germain@crdat.qc.ca
Tirage : 650 exemplaires



Ce bulletin est réalisé par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

170, avenue Principale, bureau 102

Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : (819) 762-0774 Télécopieur : (819) 797-0960

Courriel : observatoire@observat.qc.ca

Site : www.observat.qc.ca

Abonnements électroniques gratuits (format PDF) : observatoire@observat.qc.ca